

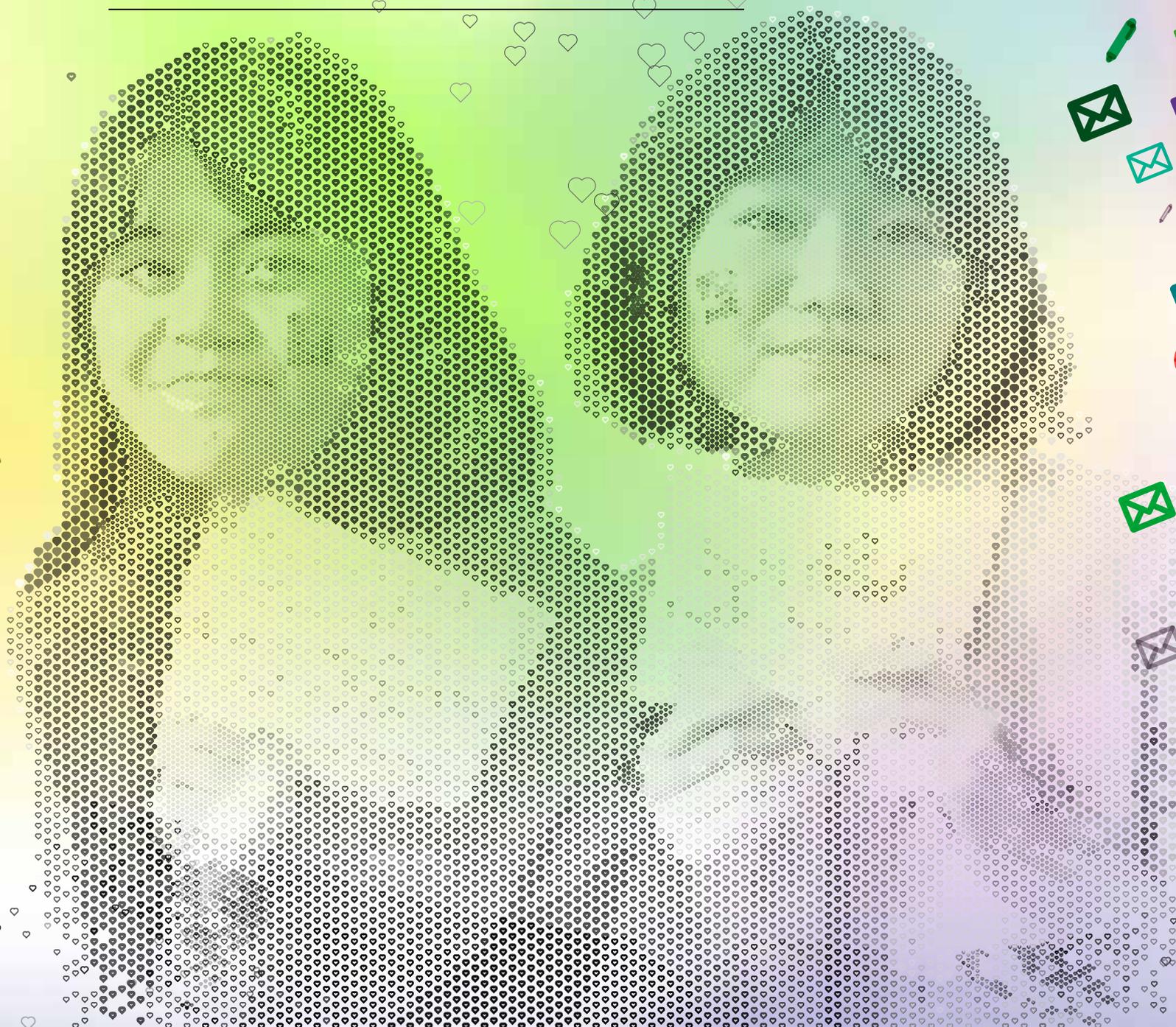
**ÉCRIRE  
POUR LES  
DROITS**

AMNESTY  
INTERNATIONAL



CAS DE LA CAMPAGNE  
*ÉCRIRE POUR LES DROITS 2020*

# PRÉSENTATION DES PERSONNES EN DANGER





## INTRODUCTION AUX DROITS HUMAINS

# ÉCRIRE POUR LES DROITS

La campagne *Écrire pour les droits* d'Amnesty International se déroule chaque année autour du 10 décembre – date de la Journée des droits de l'homme, qui commémore l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Elle vise à apporter un changement dans la vie de personnes ou de groupes qui ont été victimes d'atteintes aux droits humains ou risquent de l'être. Outre les nombreuses autres actions entreprises dans ce cadre, Amnesty International porte les cas de personnes, de groupes ou de communautés à la connaissance de décideurs qui sont à même de faire évoluer la situation, leur donne une meilleure visibilité en organisant des manifestations et des actions médiatiques, et attire l'attention de la communauté internationale par l'intermédiaire des médias et d'Internet.

L'un des principaux volets de la campagne *Écrire pour les droits* est le Marathon des lettres, auquel participent des millions de personnes dans le monde entier. À la suite de notre appel international à l'action, des représentants des États concernés croulent sous les lettres. Cette année les cas portés représentent des personnes emprisonnées pour avoir défendu leurs droits et exprimé leurs opinions, des militant-e-s LGBTI pris pour cible en raison de leur identité,

des manifestant-e-s pacifiques qui ont été frappés et tués par balle et des défenseur-e-s de l'environnement qui ont été victimes de harcèlement, d'intimidation et d'autres atteintes aux droits humains. Ces personnes recevront des messages de solidarité de milliers d'autres personnes des quatre coins du monde. Ces personnes et leur famille savent que l'attention du public est attirée sur leur cas. Elles savent qu'on ne les oublie pas.

Les campagnes des années précédentes ont eu de véritables résultats. Les victimes d'atteintes aux droits humains témoignent de la différence que ces lettres ont faite, expriment leur gratitude envers celles et ceux qui leur ont écrit et expliquent souvent qu'elles se sentent plus fortes à l'idée que tant de gens s'estiment concernés par leur situation.

On observe souvent un changement dans le comportement des hauts responsables envers ces personnes : les poursuites sont abandonnées, les traitements se font moins brutaux, des lois ou des règlements sont adoptés pour remédier au problème.

Renseignez-vous sur les personnes pour lesquelles nous luttons : [www.amnesty.org/fr/writeforrights](http://www.amnesty.org/fr/writeforrights)

Contactez l'équipe d'Amnesty International présente dans votre pays : [www.amnesty.org/fr/countries](http://www.amnesty.org/fr/countries)

Envoyez un message de soutien sur Twitter à @Amnesty en utilisant le hashtag #W4R20.

## ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS

# AVANT DE COMMENCER

Cette **activité d'éducation aux droits humains** peut être organisée dans différents cadres, comme dans une salle de classe, avec une association locale, en famille, dans un groupe de militant-e-s, en ligne ou hors ligne. En tant qu'animateur/animateur, vous pouvez adapter l'activité afin qu'elle corresponde au mieux aux besoins et au contexte du groupe avec lequel vous travaillez. Par exemple, il peut être judicieux de tenir compte des connaissances des sujets abordés dont dispose déjà le groupe, de la taille du groupe et de la meilleure manière d'organiser votre activité en vue de favoriser la participation active, de l'environnement physique dans lequel est organisée l'activité et de toute restriction pouvant s'appliquer dans votre contexte. Lorsque les participant-e-s agissent en faveur d'un cas, échangez avec eux/elles afin de déterminer s'ils/elles peuvent le faire en toute sécurité.

Les activités sont fondées sur des méthodes d'apprentissage participatives dans le cadre desquelles les participant-e-s

ne reçoivent pas simplement des informations, mais explorent, discutent, analysent et s'interrogent sur des sujets liés aux cas abordés. Cette méthodologie est particulièrement importante en ce qui concerne les objectifs d'apprentissage plus larges car elle permettra aux participant-e-s :

- **de développer** des savoir-faire et des compétences clés ;
- **de se forger leur propre opinion**, de se poser des questions et d'acquiescer une compréhension approfondie des sujets abordés ;
- **d'être acteurs** de leur apprentissage et d'adapter les discussions en fonction de leurs intérêts, de leurs capacités et de leurs préoccupations ;
- **d'avoir suffisamment d'espace** pour s'investir émotionnellement et développer leurs propres comportements.



Des étudiant-e-s et des enseignant-e-s à Taiwan organisent des événements de rédaction de lettres avec Amnesty International à l'occasion de la campagne *Écrire pour les droits* 2019. ©Amnesty International Taiwan

Si vous n'êtes pas habitué-e aux méthodes d'apprentissage participatives, nous vous invitons à consulter le **Manuel d'animation** d'Amnesty International. Vous le trouverez à l'adresse

[www.amnesty.org/fr/documents/ACT35/020/2011/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/ACT35/020/2011/fr/).

Sur son **Académie des droits humains**, Amnesty International propose des cours d'éducation aux droits humains sur différents sujets, notamment un cours rapide sur les défenseur-e-s des droits humains, qui présente la **campagne *Écrire pour les droits*** : <https://academy.amnesty.org/learn>.

## INTRODUCTION AUX DROITS HUMAINS

# À PROPOS DES DROITS HUMAINS

Les droits humains sont les libertés et protections fondamentales qui appartiennent à chacun et chacune d'entre nous. Ils sont fondés sur les principes de dignité, d'égalité et de respect mutuel – indépendamment de l'âge, de la nationalité, du genre, de l'origine ethnique, des convictions et des orientations personnelles.

Cela signifie que nous devons toutes et tous être traités de manière équitable et que nous devons traiter les autres de la même façon. Cela signifie aussi que nous devons avoir la possibilité de faire nos propres choix dans la vie. Les droits humains élémentaires sont universels : ils appartiennent à chacun et chacune d'entre nous, partout dans le monde. Ils sont aussi inaliénables : personne ne peut nous les retirer. De plus, ils sont indissociables et interdépendants : ils ont tous la même importance et sont étroitement liés.

Depuis les atrocités commises pendant la Seconde Guerre mondiale, les instruments internationaux relatifs aux droits humains, à commencer par la Déclaration universelle des droits de l'homme, ont apporté un cadre solide aux législations nationales et régionales, ainsi qu'au droit international, visant à améliorer la vie de tous les êtres humains. Les droits humains peuvent être considérés comme des lois que doivent appliquer les gouvernements. Les gouvernements et les fonctionnaires de l'État ont l'obligation de les respecter, de les protéger et de les concrétiser dans leur zone de compétence mais aussi à l'étranger.



Des membres d'Amnesty International Togo prennent part à la campagne Écrire pour les droits 2019. Chaque année, ils mobilisent des personnes dans tout le pays.

© Amnesty International Togo

***Les droits humains ne sont pas un luxe dont on ne peut jouir que lorsque la situation le permet.***

## INTRODUCTION AUX DROITS HUMAINS

# LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME (DUDH)

La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) a été rédigée par l'Organisation des Nations unies nouvellement créée, dans les années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1948, c'est sur la DUDH que repose tout le système international des droits humains. Conformément à ce qu'ils ont convenu, tous les pays du monde sont tenus de respecter les principes généraux contenus dans les 30 articles de ce document.

Comme son nom l'indique, la DUDH est une déclaration, une déclaration d'intention par laquelle tous les États du monde s'engagent à respecter certaines normes dans leur manière de traiter les êtres humains. Les droits humains sont aujourd'hui partie intégrante du droit international : depuis l'adoption de la DUDH, ses principes ont servi de base à l'élaboration de nombreuses lois et de nombreux accords juridiquement contraignants. Ces lois et accords constituent le socle sur lequel s'appuient des organisations comme Amnesty International pour appeler les États à s'abstenir des comportements ou des traitements dont les personnes mises en avant dans le cadre de la campagne *Écrire pour les droits* ont été victimes.



## RÉSULTATS POSITIFS DE LA CAMPAGNE 2019

# VOS MOTS ONT CHANGÉ DES VIES

### RÉDUCTION D'UNE PEINE DE PRISON EN IRAN

En 2019, Yasaman Aryani a été condamnée à 16 ans d'emprisonnement pour avoir distribué des fleurs dans un train alors qu'elle ne portait pas de voile. En février 2020, sa peine a été considérablement réduite, en partie grâce aux plus de 1,2 million de messages envoyés du monde entier pour réclamer sa libération. Nous ne nous arrêterons pas tant qu'elle ne sera pas libre.



« Nous sommes main dans la main autour du monde pour combattre toutes les injustices. »

Crystal Swain, de Grassy Narrows



### VICTOIRE SANITAIRE POUR GRASSY NARROWS, CANADA

Depuis des décennies, la communauté autochtone de Grassy Narrows subit les effets d'une intoxication au mercure qui a engendré l'une des pires crises sanitaires de l'histoire du Canada. Les jeunes générations de Grassy Narrows sont les plus affectées, et ce sont elles qui sont en première ligne du combat visant à assurer à leur communauté un avenir sain. Avec plusieurs années de retard, un accord prévoyant 19,5 millions de dollars canadiens pour la construction d'un centre de soins a finalement été signé le 2 avril 2020 : une victoire pour la population de Grassy Narrows.

### UNE CONDAMNATION À MORT ANNULÉE AU SOUDAN DU SUD

Magai Matiop Ngong n'avait que 15 ans lorsqu'il a été condamné à mort. Mais grâce au soutien incroyable de personnes comme vous, sa condamnation à mort a été annulée en juillet 2020. Quelque 765 000 actions ont été menées dans le monde, notamment sous la forme de lettres et de tweets qui demandaient que la vie de Magai soit épargnée. Et cela a fonctionné !

« Merci infiniment.  
Je n'ai pas de mots.  
Vous ne pouvez pas savoir  
à quel point mon cœur  
est rempli de bonheur. »

Magai Matiop Ngong



## INTRODUCTION AUX DROITS HUMAINS

# DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME



### DROITS ET LIBERTÉS CIVILS

Droit à la vie, droit à la non-discrimination, droit de ne pas subir de torture et de ne pas être réduit-e en esclavage.

- Article 1 Liberté et égalité en dignité et en droits
- Article 2 Non-discrimination
- Article 3 Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne
- Article 4 Droit de ne pas être réduit-e en esclavage
- Article 5 Droit de ne pas être soumis-e à la torture



### DROITS JURIDIQUES

Droit à la présomption d'innocence, à un procès équitable, droit de ne pas être arrêté-e ou détenu-e arbitrairement.

- Article 6 Protection de la loi pour toutes et tous
- Article 7 Égalité devant la loi
- Article 8 Réparation lorsque les droits ont été bafoués
- Article 9 Pas de détention, emprisonnement ou d'exil arbitraires
- Article 10 Droit à un procès équitable
- Article 11 Présomption d'innocence
- Article 14 Droit d'aller dans un autre pays et de demander une protection



### DROITS SOCIAUX

Droit à l'éducation, à des services médicaux, au loisir, droit de fonder une famille et d'en prendre soin.

- Article 12 Droit à une vie privée, à un foyer et à une vie de famille
- Article 13 Liberté d'habiter et de voyager librement au sein des frontières de l'État
- Article 16 Droit de se marier et de fonder une famille
- Article 24 Droit au repos et aux loisirs
- Article 26 Droit à l'éducation, notamment à un enseignement primaire gratuit



### DROITS ÉCONOMIQUES

Droit à la propriété, au travail, au logement, à une retraite, à un niveau de vie suffisant.

- Article 15 Droit à une nationalité
- Article 17 Droit à la propriété
- Article 22 Droit à la sécurité sociale
- Article 23 Droit de travailler, de toucher un salaire juste et d'adhérer à un syndicat
- Article 25 Droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être



### DROITS POLITIQUES

Droit de participer au gouvernement de son pays, droit de vote, droits aux libertés de réunion pacifique, d'expression, de conviction et de religion

- Article 18 Liberté de croyance (dont la liberté de religion)
- Article 19 Liberté d'expression et droit de diffuser des informations
- Article 20 Liberté d'adhérer à des associations et de rencontrer d'autres personnes de manière pacifique
- Article 21 Droit de participer au gouvernement du pays



### DROITS CULTURELS ET EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ

Droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté

- Article 27 Droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté
- Article 28 Droit à ce que règne un ordre international tel que tous ces droits puissent être pleinement respectés
- Article 29 Responsabilité de respecter les droits des autres personnes
- Article 30 Personne ne peut être privé de l'un de ces droits !

## ACTIVITÉ

# PRÉSENTATION DES PERSONNES EN DANGER

### MESURES DE LUTTE CONTRE LE COVID-19

Suivez les conseils de santé publique en vigueur dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et menez votre activité dans le respect de la sécurité et de toute mesure de distanciation physique en place.

Si votre activité se déroule en ligne :

- **Choisissez** une plateforme qui permette une participation et des interactions en toute sécurité.
- **Adaptez** l'activité en prévoyant un temps de réflexion et de compte rendu (en petits groupes).
- **Proposez** un appui technique aux participant-e-s afin d'assurer une participation efficace.

Compte tenu du COVID-19 et des divers espaces numériques que les écoles et d'autres groupes doivent désormais utiliser pour continuer leurs activités habituelles, Amnesty International élabore actuellement de la documentation supplémentaire à l'appui de la réalisation de ces activités en ligne. Consultez la page Internet de la campagne *Écrire pour les droits* à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/write-for-rights/>

### À PROPOS DE CETTE ACTIVITÉ

Les participant-e-s découvrent certains des cas de la campagne *Écrire pour les droits*. Ils/elles « rencontrent » ces personnes et relient les droits bafoués à ceux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### TEMPS NÉCESSAIRE :

60 minutes

ÂGE : 14 ans et plus

### OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

- Présenter la campagne *Écrire pour les droits* et familiariser les participant-e-s avec certains des cas ;
- Découvrir les droits figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) ;
- Commencer à agir pour les droits humains.

### PRÉPARATION ET RESSOURCES

- Fiches cas (pages 9-17). **Les cas de Germain Rukuki, Gustavo Gatica, Melike Balkan et Özgür Gür (militant-e-s d'une marche des fiertés universitaire), Nassima al Sada et Paing Phyo Min sont également abordés de manière séparée dans d'autres activités.**
- Fiche action pour chaque cas (pages 10-18).
- Exemplaires de la version simplifiée de la DUDH (page 6).
- **Modèles de lettres optionnels** disponibles à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/write-for-rights/>

## 1 PRÉSENTATION DES CAS

 20 MINUTES

Répartissez les participant-e-s en petits groupes ou en binômes et donnez à chaque groupe une Fiche cas. Expliquez que cette activité va présenter une sélection de personnes bien réelles vivant dans différents pays.

Demandez aux groupes de discuter de la personne (ou des personnes) figurant sur leur fiche. Ils/elles peuvent discuter ensemble de leurs idées. Ils/elles doivent :

- **Établir une liste de ce qui leur semble mal ou injuste dans la manière dont cette personne est traitée.**
- **Se préparer à présenter la personne au reste du groupe.**

Après 10 minutes, rappelez tous les participant-e-s et demandez à chaque groupe de présenter leur cas aux autres et d'énumérer les injustices repérées.

Si vous avez le temps, faites le bref cours de 15 minutes sur la campagne *Écrire pour les droits*, cela vous donnera des idées que vous pourrez partager avec les participant-e-s : <https://academy.amnesty.org/learn/course/external/view/elearning/42/un-petit-guide-pour-ecrire-pour-les-droits>

**FACULTATIF :** *Si vous avez accès à une carte du monde, demandez aux participant-e-s de marquer sur la carte le pays dans lequel ont lieu les événements du cas qu'ils ont sélectionné. À la fin, une fois qu'ils/elles ont localisé les 10 cas et pays, demandez aux participant-e-s ce qui ressort de la carte du monde et pourquoi il est important que nous nous préoccupions de ces personnes et que nous nous mobilisions en leur faveur.*

## 2 RELIER LES DROITS

En petits groupes ou avec le groupe au complet, demandez aux participant-e-s de repérer tous les droits qui ont été bafoués dans les cas présentés.

Donnez-leur 10 minutes pour relier les injustices qu'ils/elles ont constatées avec les droits de la DUDH. Il est possible d'utiliser le tableau qui se trouve à la page 6 pour aider les participant-e-s à identifier les droits.

Demandez aux participant-e-s de partager leurs conclusions.

**FACULTATIF** : Si vous avez le temps, poussez la réflexion plus loin grâce aux questions suivantes :

- **Constatez-vous quelque chose d'inhabituel ?**
- **Quelque chose de surprenant ou de pas surprenant du tout ?**
- **Certains cas portent-ils sur des atteintes aux droits humains similaires ?**
- **Que cela signifie-t-il en termes d'atteintes aux droits humains à l'échelle mondiale ?**
- **Qu'avez-vous appris avec cette activité ?**

## 3 ÉCRIRE UNE LETTRE, SAUVER UNE VIE

Expliquez que toutes les personnes présentées sur les fiches font partie de la campagne *Écrire pour les droits* d'Amnesty International. Présentez la campagne aux participant-e-s et expliquez qu'Amnesty appelle à adresser des lettres aux personnes victimes de violations des droits humains et aux autorités responsables de ces violations. Une vue d'ensemble de la campagne est disponible en page 3.

Dites-leur que chacune de leur lettre sera envoyée aux autorités. Demandez aux participant-e-s de choisir de travailler sur l'un des cas des fiches et donnez-leur un exemplaire de la Fiche action.

Vous pouvez aussi proposer à tout le groupe de choisir un seul cas. Cela facilitera votre travail quand il s'agira de poster les lettres !

Donnez à chaque participant-e une feuille de papier et laissez-leur un certain temps pour écrire leur lettre. Expliquez-leur qu'un message personnel aux autorités est le plus efficace. Demandez-leur :

- **d'écrire quelque chose à propos d'eux-mêmes ;**
- **de décrire aux autorités ce qui les choque dans le cas en question ;**
- **de dire pourquoi ils/elles pensent qu'il est important que les gouvernements respectent les droits humains.**

Si certain-e-s veulent ensuite partager le contenu de leur lettre, laissez-leur la possibilité de le faire.

Concluez en demandant aux participant-e-s de décrire en quelques mots ce qu'ils/elles ressentent à la fin de cette activité. Faites en sorte que chacun-e apporte une contribution.

## 4 TÉMOIGNAGES DE SOLIDARITÉ

Si vous avez le temps, vous pouvez également mener certaines des actions de solidarité en faveur des cas que vous avez sélectionnés parmi les Fiches action.

Pour obtenir de plus amples informations sur les autres activités de la campagne *Écrire pour les droits*, consultez la page <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/write-for-rights/>.

**15 MINUTES**

*Remarque : les catégories listées à gauche du résumé en page 6 apparaissent seulement pour plus de facilité, elles permettent de séparer un long document et d'aider les jeunes à mieux appréhender l'éventail des différents droits. Ces catégories ne sont pas précises et beaucoup se recoupent. Si les participant-e-s manquent de connaissances sur les droits humains, montrez-leur cette courte vidéo (en anglais uniquement) sur la DUDH disponible à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=Pby1KngOhBY> ou donnez-leur certaines des informations complémentaires qui se trouvent en page 4.*

**25 MINUTES**

*Vous pouvez également en apprendre plus sur les cas de Germain Rukuki, Gustavo Gatica, Melike Balkan et Özgür Gür (militant-e-s d'une marche des fiertés universitaire), Nassima al Sada et Paing Phyo Min, dont les cas sont également abordés de manière séparée dans d'autres activités. Rendez-vous sur <https://www.amnesty.org/fr/get-involved/write-for-rights/>*

*Veillez copier les deux côtés des pages qui suivent et les diviser en fiches individuelles. Vous pouvez partager les informations sur les cas avant d'agir en faveur de chacun d'entre eux.*

# KHALED DRARENI, ALGÉRIE

Le rêve de liberté et d'égalité du journaliste Khaled Drareni est le même que celui de nombreux Algériens et Algériennes. Lorsqu'ils sont descendus dans la rue en février 2019 pour exiger le respect de ces principes, Khaled les a rejoints.

Il a fait en sorte que le monde entier sache ce qu'il se passait en Algérie. Grâce à son travail de journaliste, il s'est efforcé de couvrir le mouvement de protestation du Hirak, qui défend la liberté et le respect des droits. Comme de nombreux jeunes Algériens et Algériennes, Khaled considère le Hirak comme une chance de construire une Algérie meilleure et plus juste.

Dès le début du mouvement, Khaled était l'un des premiers journalistes indépendants à couvrir les manifestations hebdomadaires. Lorsque des violences policières étaient commises, il veillait à en rendre compte. Il s'est ainsi retrouvé en conflit avec les autorités, qui l'ont pris pour cible, l'arrêtant à plusieurs reprises.

Le 27 mars 2020, Khaled a été arrêté alors qu'il couvrait une manifestation. Il a été inculpé d'incitation à un attroupement non armé, alors qu'il ne faisait que son travail de journaliste. Il a été condamné à une peine d'emprisonnement.

« Pourquoi devrait-on renoncer à dire la vérité ? » a souvent demandé Khaled à son amie Nabila. Effectivement, pourquoi ? Khaled est un journaliste déterminé à continuer à informer sur les réalités de son pays. Faisons le nécessaire pour qu'il puisse le faire.

**« Il se bat en premier lieu en faveur du journalisme libre, et c'est d'ailleurs pour cela qu'il est en prison. »**



# LES TROIS DE L'EL HIBLU, MALTE

Avant d'être connus sous le nom des « trois de l'El Hiblu », ils étaient trois adolescents passionnés de football et de basket. Âgés de 15, 16 et 19 ans à l'époque, ils avaient les mêmes aspirations que chacun-e d'entre nous : avoir une vie meilleure et plus sûre.

C'est animés par ce même idéal qu'ils ont quitté la Guinée et la Côte d'Ivoire pour rejoindre la Libye. Cherchant désespérément à fuir la violence et les cellules de torture réservées aux réfugié-e-s et aux migrant-e-s dans ce pays, ils ont embarqué avec 100 autres personnes à bord d'un canot pneumatique en direction de l'Europe.

L'embarcation s'est rapidement retrouvée en détresse et a été secourue par l'El Hiblu, un navire pétrolier. L'équipage a ensuite essayé de renvoyer les personnes secourues en Libye – ce qui est illégal – alors qu'il leur avait promis de ne pas le faire.

Un mouvement de protestation a éclaté. Les trois jeunes ont été sollicités pour tenter d'apaiser la situation. Ils ont défendu le droit des personnes secourues de ne plus être exposées à la torture en Libye en jouant le rôle d'interprètes. L'équipage a mis cap sur l'Europe.

Cependant, lorsque le pétrolier est entré dans les eaux maltaises, les autorités de ce pays l'ont pris d'assaut, affirmant que les trois jeunes garçons s'en étaient emparés de force. Ils ont été inculpés d'infractions d'une telle gravité qu'ils risquent de passer leur vie en prison.

Ces trois jeunes ont simplement tenté de se mettre en sécurité et de protéger les personnes secourues avec eux. Ils sont maintenant sur le banc des accusés.

**« Si on vous ramène en Libye, ils vous mettent dans une pièce, ils vous torturent et vous ne mangez qu'une fois par jour. »**



# AGISSEZ EN FAVEUR DE KHALED

## ÉCRIREZ AU PRÉSIDENT ALGÉRIEN

Dites-lui de libérer Khaled immédiatement et sans condition et d'abandonner toutes les poursuites engagées contre lui.

### Abdelmadjid Tebboune

Présidence de la République

El Mouradia – B. P.

16000 Alger

Algérie

Courriel : [President@el-mouradia.dz](mailto:President@el-mouradia.dz)

Fax : +213 21 69 15 95

Twitter : @TebbouneAmadjid

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au président :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## MONTREZ À KHALED QUE VOUS ÊTES À SES CÔTÉS

Publiez une photo de vous accompagnée du message #FreeKhaledDrareni sur vos comptes Twitter et Instagram. N'oubliez pas de taguer @khaleddrareni sur Twitter et @Khaled.Drareni sur Instagram.

# AGISSEZ EN FAVEUR DES TROIS DE L'EL HIBLU

## ÉCRIREZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL DE MALTE

Dites-lui d'abandonner toutes les charges pesant sur les trois de l'El Hibleu et de classer l'affaire.

### Procureur général

The Palace

VLT 1115 – Valletta

Malte

Courriel : [ag@gov.mt](mailto:ag@gov.mt)

Tél. : (+356) 21 225 841

Fax : (+356) 21 240 738

Formule d'appel : Madame/Monsieur le Procureur général,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au procureur général :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## DÉFENDEZ LES TROIS DE L'EL HIBLU

Envoyez-leur vos messages de solidarité et d'espoir. Prenez votre message en photo et publiez-le sur vos réseaux sociaux avec le hashtag #ElHibleu3.

El Hibleu 3

P.O. Box 39

Hamrun

Malte

ÉCRIRE  
POUR LES  
DROITS  
AMNESTY  
INTERNATIONAL

ÉCRIRE  
POUR LES  
DROITS  
AMNESTY  
INTERNATIONAL

# JANI SILVA, COLOMBIE

Née au cœur de l'Amazonie colombienne, Jani Silva a consacré sa vie à la défense des arbres et de la terre, qui sont des éléments vitaux à chacun-e d'entre nous. Depuis l'âge de 16 ans, elle soutient les agriculteurs (campesinos) du Putumayo, une région du sud du pays riche d'une biodiversité unique.

Jani a cofondé en 2008 l'Association pour le développement intégral et durable de la Perla Amazónica (ADISPA), avec laquelle elle protège l'environnement et les droits des personnes qui vivent dans la Perla Amazónica, une réserve paysanne du Putumayo.

Dans le cadre de son travail, elle s'est opposée à la compagnie pétrolière Ecopetrol, qui a obtenu en 2006 une licence pour exploiter des zones empiétant sur la réserve. En 2009, cette licence a été cédée à la compagnie pétrolière Amerisur. Depuis lors, au moins deux déversements d'hydrocarbures ont empoisonné les sources d'eau dont dépend la population locale.

L'action qu'elle mène pour défendre ce territoire a eu de terribles conséquences pour Jani. Elle a été suivie, visée par des actes d'intimidation venant d'inconnus et menacée de mort. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation, car le confinement des militant-e-s a limité leur protection.

Mais Jani ne se laisse pas décourager. « Parce que je défends mon territoire, on m'a mis un pistolet sur la tempe pour me tuer, affirme-t-elle. Pourtant, je reste [...] parce que [...] nous ne pouvons pas fuir ou nous laisser submerger par la peur. »

**« Nous ne pouvons pas laisser la peur gagner [...] nous ne pouvons pas fuir, nous devons défendre notre vie et nos droits »**  
Jani Silva



# PAING PHYO MIN, MYANMAR

Paing Phyto Min (alias De Yay) aime chanter, jouer de la guitare et Taylor Swift. Ce responsable associatif étudiant de 22 ans est également membre de Peacock Generation, une troupe de thangyat, version traditionnelle du slam. Des représentations de cet art associant poésie, comédie et musique sont habituellement données en avril à l'occasion de la Fête de l'eau pour le Nouvel An du Myanmar.

En avril et mai 2019, Paing Phyto Min et d'autres membres de Peacock Generation ont été arrêtés après avoir donné une représentation de thangyat vêtus d'uniformes de soldat. Ils se sont moqués de l'armée, affirmant qu'elle ne supportait pas les critiques, qu'elle s'accrochait désespérément au pouvoir et qu'elle ruinait le pays pendant que ses généraux faisaient fortune.

Paing Phyto Min a été déclaré coupable et condamné à six ans d'emprisonnement pour avoir simplement exercé son droit à la liberté d'expression. Il avait notamment été inculpé de « provocation », c'est-à-dire d'avoir encouragé des militaires à quitter leurs fonctions, et de « diffamation en ligne » pour avoir diffusé des photos et des vidéos des spectacles de la troupe sur Internet. Une image de chien en uniforme militaire a apparemment particulièrement offusqué les autorités.

« Nous donnons des représentations de thangyat chaque année depuis 2013, explique Paing Phyto Min. Nous communiquons directement avec le public, en disant [...] ce qui ne va pas dans notre société [...] y compris en critiquant le gouvernement. Mais, en 2019, l'armée nous a pris pour cible. Elle met en péril la transition démocratique du Myanmar. »

**« Nous sommes peut-être en prison, mais cela ne nous empêchera pas de dire ce que nous pensons. »** Paing Phyto Min



# AGISSEZ EN FAVEUR DE JANI

## ÉCRIREZ AU PRÉSIDENT DE LA COLOMBIE

Dites-lui de protéger Jani et tous les membres de l'ADISPA pour qu'ils puissent défendre les ressources naturelles dont nous dépendons toutes et tous sans se mettre en danger.

### Président de la République de Colombie

Mr Iván Duque Carrera 8 No.7-26

Bogotá

Colombie

Courriel : [contacto@presidencia.gov.co](mailto:contacto@presidencia.gov.co)

Twitter : @IvanDuque

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au président :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## MONTREZ À JANI QUE VOUS LA SOUTENEZ

Dites à Jani et aux autres membres de l'ADISPA à quel point vous admirez leur courage. Dans votre message, incluez si possible l'une des phrases ci-dessous en l'illustrant d'un dessin.

Pour moi, la nature est \_\_\_\_\_.  
Merci de la protéger.

Pour moi, l'eau est \_\_\_\_\_. Merci de vous battre pour elle.

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz  
Carrera 37ª #25B – 42  
Bogotá, Colombie



# AGISSEZ EN FAVEUR DE PAING PHYO MIN

## ÉCRIREZ À LA CONSEILLÈRE D'ÉTAT DU MYANMAR

Dites-lui de libérer immédiatement Paing Phyo Min et les autres membres de Peacock Generation ;

### Aung San Suu Kyi

Conseillère d'État

Ministry of the State Counsellor Office

Office No. 20, Nay Pyi Taw

République de l'Union du Myanmar

Twitter : @MyanmarSC

Formule d'appel : Madame la Conseillère d'État

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle à la conseillère d'État :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## SOUTENEZ PAING PHYO MIN

Envoyez-lui des messages d'amitié et d'espoir pour l'aider à garder le moral en prison.

President of the Student Union  
Dagon University Students' Union  
Office

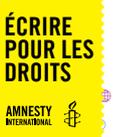
Theater (1), Cherry Street

Dagon University

North Dagon Township

Yangon,

République de l'Union du Myanmar  
11422



# IDRIS KHATTAK, PAKISTAN

Décrit par ses filles comme un cuisinier « enthousiaste, mais très mauvais », Idris Khattak a de nombreux centres d'intérêt. Il parle russe, est passionné de lecture et aime nourrir ses poulets, et même discuter avec eux.

Idris est également l'expert pakistanais des disparitions forcées. Pendant des années, il a rassemblé des informations sur ce crime de droit international pour Amnesty International et Human Rights Watch. Mais, ironie du sort, il a disparu lui aussi.

Le 13 novembre 2019, Idris rentrait chez lui après un séjour dans la capitale, Islamabad, lorsque sa voiture de location a été interceptée. On ne l'a pas revu depuis. Au Pakistan, les autorités ont recours aux disparitions forcées pour réduire au silence des défenseurs des droits humains comme Idris et d'autres détracteurs du régime.

Malgré les mises en garde, Talia, la fille d'Idris âgée de 20 ans, a commencé à se battre avec l'aide d'Amnesty International pour obtenir le retour de son père. Son courage a payé. En juin, les autorités ont reconnu qu'elles détenaient Idris Khattak et qu'elles allaient l'inculper au titre de la Loi relative aux secrets d'État. Elles n'ont pas encore révélé où il se trouvait.

La famille d'Idris craint qu'il ne soit accusé d'espionnage. S'il est déclaré coupable, il encourt une peine de 14 ans de prison ou même la peine de mort.

« Je regarde des photos de papa, et je ne rêve que de le voir entrer dans la pièce pour nous rejoindre », raconte Talia.

« Nous méritons des réponses et il mérite la protection de la loi. »

**« Mon père n'est pas un dossier. C'est un être humain... Nous méritons des réponses et il mérite la protection de la loi. » Talia Khattak**



# NASSIMA AL SADA, ARABIE SAOUDITE

Nassima al Sada adore les animaux et prendre soin de son jardin. Même dans sa cellule de prison, elle a une plante qu'elle entretient soigneusement. C'est son seul lien avec le monde extérieur, qui lui manque cruellement.

Nassima a passé une grande partie de sa vie à faire campagne pour la liberté des femmes en Arabie saoudite. Ce travail lui a valu de perdre la sienne. Aux côtés d'autres militantes de premier plan, elle revendiquait le droit des femmes à conduire et à exercer leurs activités quotidiennes sans l'autorisation d'un « tuteur » masculin.

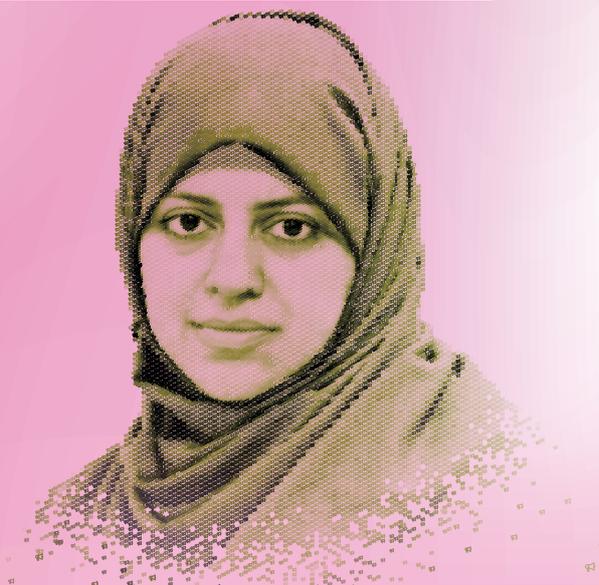
En Arabie saoudite, les lois relatives à la tutelle obligent les femmes à demander l'autorisation d'un homme pour sortir et pour d'autres besoins essentiels. Malgré un assouplissement de ces lois ces derniers mois, les femmes qui ont fait campagne pour mettre fin au système de tutelle sont toujours derrière les barreaux. « Pourquoi

un garçon mineur devrait-il être le tuteur d'une femme adulte ? », a écrit Nassima en 2016. « Pourquoi n'y a-t-il pas un âge auquel une femme devient adulte, responsable de ses décisions et de sa vie ? Pourquoi un homme devrait-il être responsable de sa vie ? »

Nassima a été arrêtée à cause de son travail pacifique en faveur des droits humains en juillet 2018. Elle a été victime de mauvais traitements en prison. Elle a été placée dans une cellule seule, complètement isolée des autres détenues, de février 2019 à février 2020. Elle est autorisée à appeler sa famille une fois par semaine, mais pas à recevoir de visites, même de son avocat.

Mais Nassima et sa famille n'abandonnent pas. Nous devons suivre leur exemple.

**« Lorsqu'une femme a le sentiment qu'elle ne peut pas faire les choses les plus élémentaires en tant que citoyenne sans un tuteur masculin, cela porte atteinte à son statut d'être humain »  
Nassima al Sada**



# AGISSEZ EN FAVEUR D'IDRIS

## ÉCRIVEZ AU PREMIER MINISTRE DU PAKISTAN

Dites-lui de libérer Idris ou, si des éléments crédibles et recevables indiquent qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international, de le traduire rapidement en justice pour qu'il soit jugé devant un tribunal civil dans le cadre d'un procès équitable.

**Imran Khan, Premier ministre du Pakistan**

Prime Minister's Office

Constitution Avenue G-5/2

Islamabad

Pakistan

Courriel : [info@pmo.gov.pk](mailto:info@pmo.gov.pk) / [spm@pmo.gov.pk](mailto:spm@pmo.gov.pk)

Twitter : [@ImranKhanPTI](https://twitter.com/ImranKhanPTI)

Formule d'appel : Monsieur le Premier ministre,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au Premier ministre :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## MONTREZ À LA FAMILLE D'IDRIS QUE VOUS LA SOUTENEZ

Envoyez vos messages de soutien à ses filles Talia et Shumaisa. Vous pouvez envoyer des photos de livres que vous recommandez ou de vous en train de jardiner, deux passe-temps qu'Idris aime beaucoup.

Envoyez-leur des tweets sur leur compte [@TaliaKhattak](https://twitter.com/TaliaKhattak) et [@shumaisa77](https://twitter.com/shumaisa77) ou un courrier à :

Amnesty International – Bureau régional pour l'Asie du Sud

23/2 Horton Place

Colombo 07

Sri Lanka



# AGISSEZ EN FAVEUR DE NASSIMA

## ÉCRIVEZ AU ROI D'ARABIE SAOUDITE

Dites-lui de libérer Nassima et les autres défenseuses des droits des femmes immédiatement et sans condition.

**Salman bin Abdul Aziz Al Saud**

Ambassade d'Arabie saoudite dans votre pays

Twitter : [@KingSalman](https://twitter.com/KingSalman)

Formule d'appel : Sire,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au roi :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## AIDEZ NASSIMA À GARDER ESPOIR

Publiez une photo de vous en train de jardiner ou simplement de profiter du soleil sur vos réseaux sociaux. Ajoutez un message personnel pour Nassima.

N'oubliez pas de taguer [@nasema33](https://twitter.com/nasema33) et [@KingSalman](https://twitter.com/KingSalman) et utilisez le hashtag [#FreeNassima](https://twitter.com/FreeNassima).

Envoyez vos courriers de soutien à :

Amnesty International

For Moussa

Postbus 1968

1000 BZ Amsterdam

Pays-Bas



# GERMAIN RUKUKI, BURUNDI

En des jours meilleurs, Germain Rukuki aimait plus que tout jouer avec ses fils, aujourd'hui âgés de six et sept ans. Il adorait aussi la musique, en particulier Redemption Song de Bob Marley, un choix qui allait prendre tout son sens par la suite.

Un matin de juillet 2017, Germain et sa femme, Emelyne Mupfasoni, ont été réveillés à l'aube par de lourds bruits de pas et des coups contre la porte. Des dizaines de membres des forces de sécurité avaient pénétré dans leur propriété. Emelyne devait accoucher quelques semaines plus tard de leur troisième enfant.

Le mari et la femme, qui travaillaient tous les deux pour des ONG, ont été interrogés par des agents à leur domicile. Ces derniers ont arrêté Germain puis l'ont transféré à la prison de Ngozi, dans le nord du Burundi, où il est toujours détenu à ce jour.

Le 26 avril 2018, Germain a été déclaré coupable de nombreuses accusations forgées de toutes pièces, notamment de « rébellion » et d'« atteinte à la sûreté de l'État ». Sa collaboration passée avec l'ONG Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Burundi) lui a été reprochée. L'ACAT-Burundi a été fermée en 2016, accusée de « ternir l'image du pays ». Mais l'un des éléments de « preuve » à charge produits pendant le procès était un courriel que Germain avait envoyé à l'association lorsqu'elle était encore autorisée.

Germain a été condamné à 32 ans de prison. Il n'a jamais pu rencontrer son fils de trois ans. « Pendant combien de temps mon mari doit-il supporter cette injustice ? » demande Emelyne.

**« Komera Turikumwe ! » (Restez fort, nous sommes ensemble !)** Germain Rukuki



# MILITANT·E·S D'UNE MARCHÉ DES FIERTÉS UNIVERSITAIRE, TURQUIE

Depuis le début de leurs études, Melike Balkan et Özgür Gür, étudiant·e·s en biologie, se sont consacré·e·s à la défense des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) au sein de leur université.

En tant que chef·fe·s de file du groupe de solidarité LGBTI+ de l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara, ces deux personnes ont organisé de multiples manifestations, meetings et autres. Elles ont mobilisé des étudiant·e·s toujours plus nombreux, dans un contexte de montée de l'homophobie et de restrictions de la liberté d'expression en Turquie.

Fondé en 1996, le groupe de solidarité LGBTI+ de cette université organise chaque année une marche des fiertés sur le campus depuis 2011. Au fil des ans, elle a gagné en ampleur et en visibilité. Cependant, en 2019, la direction de l'université a annoncé aux étudiant·e·s

que la marche des fiertés prévue pour le 10 mai ne pourrait pas se tenir sur le campus.

Loin de se laisser décourager, le groupe de solidarité a organisé un sit-in des fiertés à la place. Pour toute réponse, l'université a appelé la police, qui a fait usage d'une force excessive, en employant notamment du gaz lacrymogène contre les manifestant·e·s pacifiques. Au moins 22 étudiant·e·s, dont Melike et Özgür, et un universitaire ont été arrêtés par la police. Certaines de ces personnes n'avaient même pas participé à la manifestation. Alors qu'ils/elles ne faisaient qu'exercer leur droit de manifester pacifiquement, 18 étudiant·e·s et un universitaire font l'objet de poursuites.

Si ces personnes sont déclarées coupables, elles risquent jusqu'à trois ans de prison.

**« Pendant la marche des fiertés, on peut se réunir et être soi-même... Cela a un pouvoir guérisseur. »**

Melike Balkan



# AGISSEZ EN FAVEUR DE GERMAIN

## ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT DU BURUNDI

**Demandez-lui d'ordonner la libération immédiate et sans condition de Germain Rukuki.**

### Président de la République

Ntare Rushatsi House

Bujumbura

Burundi

Courriel : [presidence@burundi.gov.bi](mailto:presidence@burundi.gov.bi)

@GeneralNeva – Twitter, Facebook et Instagram

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Utilisez les modèles de lettres disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au président :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## AIDEZ GERMAIN À GARDER ESPOIR

Envoyez vos messages de soutien à Germain ou à sa femme Emelyne, avec cette expression en kirundi : Komera Turikumwe ! (« Restez forts, nous sommes ensemble ! »)

Amnesty International

c/o l'équipe Burundi

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est,  
la Corne de l'Afrique et la région  
des Grands Lacs

Riverside Studios, Riverside Lane,  
off Riverside Drive

P.O Box 1527-00606

Nairobi, Kenya

Courriel :

[burunditeam@amnesty.org](mailto:burunditeam@amnesty.org)



# AGISSEZ EN FAVEUR DE MELIKE ET ÖZGÜR

## ÉCRIVEZ AU MINISTRE TURC DE LA JUSTICE

**Rappelez-lui que les étudiant.e-s et l'universitaire exerçaient leur droit de réunion pacifique et que ces personnes doivent donc être acquittées de toutes les charges pesant sur elles.**

### Abdulhamit Gül

Ministre de la Justice

Adalet Bakanlığı

06659 Ankara,

Turquie

Twitter : [@abdulhamitgul](https://twitter.com/abdulhamitgul)

Courriel : [info@adalet.gov.tr](mailto:info@adalet.gov.tr)

Formule d'appel : Monsieur le Ministre de la Justice,

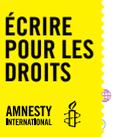
Utilisez les modèles de lettre disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au ministre :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## PARTAGEZ LA FIERTÉ QUE VOUS INSPIRENT MELIKE ET ÖZGÜR

Consultez les comptes Twitter et Instagram (@odtulgbti) du groupe de solidarité LGBTI+ de l'Université technique du Moyen-Orient.

Prenez-vous en photo avec un drapeau arc-en-ciel et diffusez-la sur vos réseaux sociaux, en taguant @odtulgbti, avec un message de soutien en légende.



# POPI QWABE ET BONGEKA PHUNGULA, AFRIQUE DU SUD

Un vendredi soir de mai 2017, Popi Qwabe et Bongeka Phungula s'apprêtaient à sortir, comme de nombreux autres jeunes d'une vingtaine d'années. Les deux amies s'étaient rencontrées pendant leurs études d'art dramatique, à Durban, dans le Kwazulu-Natal. Ces jeunes femmes talentueuses partageaient le même rêve : faire une grande carrière d'actrices.

À un moment de la soirée, elles ont hélé un taxi-minibus. On n'a plus eu de nouvelles d'elles depuis lors.

Après des recherches désespérées dans les hôpitaux et les postes de police, Mdu, le cousin de Bongeka, et Thembelihle, la sœur de Popi, ont découvert la terrible vérité. Popi et Bongeka avaient été abattues puis abandonnées sur le bord d'une route. Elles ont peut-être aussi été violées.

D'après les familles, la police n'a pas suffisamment enquêté sur ces meurtres. Un taxi où se trouvaient des taches de sang des jeunes femmes et leurs affaires a été retrouvé. Il semble que le sang ait été analysé, mais le département de médecine légale n'a jamais publié les résultats. Selon les familles, la police n'a pas relevé d'empreintes digitales ni tenté de localiser les téléphones des deux jeunes femmes.

Deux chauffeurs de taxi ont été arrêtés. Ils étaient en possession de certains objets appartenant aux deux femmes, notamment d'un téléphone portable et d'un rouge à lèvres, qu'ils ont affirmé avoir trouvé dans le taxi. Pourtant, la police a libéré ces hommes en invoquant un manque de preuves et l'affaire a été classée dans l'attente d'un complément d'enquête.

Trois ans après ces meurtres, aucune enquête approfondie n'a été menée.

**« Nous voulons obtenir justice pour ma sœur. Nous voulons obtenir justice pour mon amie Bongeka »**

Thembelihle (la sœur de Popi)



# GUSTAVO GATICA, CHILI

Lorsque des manifestations contre la hausse des prix et l'accroissement des inégalités ont éclaté au Chili en 2019, Gustavo Gatica était étudiant en psychologie à Santiago, la capitale. Comme des millions d'autres personnes, il est lui aussi descendu dans la rue. Ces manifestations ont duré des mois, attirant l'attention du monde entier, suscitant l'admiration devant ce mouvement populaire en action. Mais les autorités n'étaient pas du même avis.

En novembre, la police a chargé ses fusils de munitions en caoutchouc et en métal et a tiré sur la foule lors d'une manifestation à l'issue tragique. Celle-ci n'était pas bien différente des autres manifestations : chaque jour ou presque, des centaines de personnes étaient blessées, dont des dizaines étaient touchées aux yeux. Les hauts responsables n'ont rien fait pour arrêter les policiers. Au contraire, ils ont laissé les violences se poursuivre.

En novembre, Gustavo comptait parmi les protestataires. Touché aux deux yeux, il a perdu la vue de manière irréversible. Cette attaque a fait la une des journaux à travers le monde.

Une enquête interne préliminaire a abouti à la conclusion que personne ne pouvait être tenu responsable, suggérant même que ce sont des manifestant-e-s qui ont blessé Gustavo. Cependant, face aux critiques de l'opinion publique, l'enquête a été rouverte. Elle est encore en cours. Le parquet chilien enquête actuellement sur l'affaire. Cependant, les personnes qui ont autorisé l'attaque dont Gustavo a été victime demeurent impunies.

Lors des manifestations suivantes, les participant-e-s portaient un cache-œil et scandaient son nom face à la police. Ces personnes demandent justice, vérité et réparation. Nous aussi.

**« J'ai donné mes yeux pour que les gens se réveillent »** Gustavo Gatica



# AGISSEZ EN FAVEUR DE POPI ET BONGEKA

## ÉCRIREZ AU MINISTRE DE LA POLICE

**Demandez qu'une enquête minutieuse, équitable et impartiale soit menée sur la mort de Popi et Bongeka.**

### Ministre de la Police

Private Bag X463

Pretoria 0001

Afrique du Sud

Courriel : [PhokaneN@saps.gov.za](mailto:PhokaneN@saps.gov.za)

Twitter : [@SAPoliceService](https://twitter.com/SAPoliceService)

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Utilisez les modèles de lettre disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au ministre :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## MONTREZ AUX FAMILLES DE POPI ET BONGEKA QUE LE MONDE EST À LEURS CÔTÉS

Envoyez-leur des messages de solidarité et d'espoir pour les aider à ne pas se décourager dans leur combat pour la justice.

Amnesty International Afrique du Sud  
97 Oxford Road, Rosebank  
Johannesburg 2196  
Afrique du Sud



# AGISSEZ EN FAVEUR DE GUSTAVO

## ÉCRIREZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL CHILIEN

**Dites-lui d'enquêter sur les personnes occupant des postes de commandement impliquées dans les tirs qui ont blessé Gustavo. Elles avaient le devoir d'éviter que des armes et munitions dangereuses soient utilisées à mauvais escient, mais elles ne l'ont pas fait.**

### Jorge Abbott Charme

Procureur général

Fiscalía Nacional

Catedral 1421-1453

Santiago de Chile, Chili

Courriel : [jabbott@minpublico.cl](mailto:jabbott@minpublico.cl)

Twitter : [@FiscaliadeChile](https://twitter.com/FiscaliadeChile)

Formule d'appel : Monsieur le Procureur général

Utilisez les modèles de lettre disponibles à l'adresse [www.amnesty.org/writeforrights](http://www.amnesty.org/writeforrights) ou rédigez une lettre plus personnelle au procureur général :

- Parlez-lui de vous.
- Dites-lui ce qui vous choque dans cette affaire.

## DITES À GUSTAVO QU'IL N'A PAS PERDU LA VUE POUR RIEN

Envoyez-lui des enregistrements de vos messages d'espoir et de solidarité.  
Courriel : [justiciaparagustavo@amnistia.cl](mailto:justiciaparagustavo@amnistia.cl)

Envoyez des courriers en braille, des dessins ou tout témoignage physique de solidarité à l'adresse :  
Diego Martínez  
Director de Crecimiento  
Amnistía Internacional Chile  
Av. Rojas Magallanes 1869,  
departamento 104  
La Florida, Santiago  
CHILI





# À PROPOS D'AMNESTY INTERNATIONAL

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant plus de 7 millions de personnes qui prennent chaque injustice comme une attaque personnelle. Nous militons pour un monde où les droits fondamentaux de chaque individu sont respectés.

Nous enquêtons et révélons les faits lorsque des atteintes aux droits humains ont lieu, où qu'elles se produisent. Nous faisons pression sur les gouvernements et d'autres entités puissantes, comme les entreprises, afin de nous assurer qu'ils tiennent leurs promesses et respectent le droit international. En relatant les histoires poignantes des personnes avec lesquelles nous travaillons, nous mobilisons des millions de sympathisants dans le monde entier. Nous aidons les gens à revendiquer leurs droits par l'éducation et la formation.

Le travail de l'organisation protège les personnes et leur permet d'avoir prise sur leur propre vie : de l'abolition de la peine de mort à la promotion des droits sexuels et reproductifs, de la lutte contre la discrimination à la défense des droits des réfugié-e-s et des migrant-e-s. Nous contribuons à faire traduire en justice les tortionnaires, à changer les législations répressives et à faire libérer les personnes emprisonnées uniquement pour avoir exprimé leurs opinions. Nous défendons sans exception celles et ceux dont la liberté ou la dignité est menacée.

## AMNESTY INTERNATIONAL SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

[www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)

Peter Benenson House  
1 Easton Street  
London WC1X 0DW  
Royaume-Uni

**Courriel :** [contactus@amnesty.org](mailto:contactus@amnesty.org)  
**Tél. :** +44-20-74135500  
**Fax :** +44-20-79561157

Décembre 2020  
Index : POL 32/2889/2020 French

© Amnesty International pour toutes les photos sauf indication contraire. © Amnesty International/Akin Celiktas

Programmation du script : © David Hunter  
Images de couverture intérieure : Des sympathisant-e-s d'Amnesty se mobilisent pendant la campagne *Écrire pour les droits*

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

